

LES DÉFIS
DES ÉCHANGES
ARTISTIQUES
EN MÉD.
ITERRANÉE

MADE IN MÉD ITERRANÉE

Directeur de la publication
Judith Neisse

Rédacteur en chef
Adriano Farano

Rédaction
Laëtitia Manach
Olivia Pisano'
Leïla Badis
Mary Ann De Vlieg

Conception graphique
Pierre Vincent

Double page centrale
Circle of confusion,
© Joana Hadjithomas
et Khalil Joreige



FONDATION RENE SEYDOUX
POUR LE MONDE MEDITERRANEEN



Cette publication à été réalisée à l'initiative
du Fonds
Roberto
Cimetta
et de
la Fondation
René
Seydoux,

en partenariat avec
le Relais
Culture
Europe
et la
Fondation
Européenne
de la
Culture

MADE IN MÉD.

Les enjeux des échanges artistiques en Méditerranée

La mobilité culturelle,
un enjeu politique

2

Qui sommes-nous?

3

Vous avez dit «mobilité»?

4

La mobilité artistique
«made in Med» en pilules

6

Comprendre la mobilité

**ONG KENG SEN:
«JE CROIS DANS CE VOYAGE»**

8

**LE PARADOXE
DE LA MOBILITÉ**

9

**MOBILITÉ CULTURELLE
EN MÉDITERRANÉE:
ACTEURS ET STRATÉGIES
D'ACTEURS**

10

**PASCAL BRUNET:
«LES RÉSEAUX SONT LES
GARANTS DE LA LIBERTÉ
DE L'ARTISTE»**

12

**GIOVANNA TANZARELLA:
«L'EUROPE INCARNE
UNE VISION D'AVENIR»**

14

**ENTRE LE MARTEAU
DE LA CENSURE
ET L'ENCLUME
DU CONSERVATISME**

15

**LE PARTENARIAT
EURO-MÉDITERRANÉEN
VU PAR...**

18

**LA MOBILITÉ,
POUR QUOI FAIRE?**

21

**LES FLUX DE LA MOBILITÉ
ARTISTIQUE**

24

Penser la mobilité

**LES CHANTIERS
DE LA RÉFLEXION**

26

**OBJECTIF
ACCOMPAGNEMENT**

27

**FACILITER LA CIRCULATION
DES ARTISTES**

28

**LA MOBILITÉ
DES ŒUVRES
ET LA DÉPENDANCE
NORD-SUD**

29

**COMMUNAUTÉS
IMMIGRÉES:
ET SI ON MODERNISAIT
LES REGARDS?**

30

**LE SOLEIL
SE LÈVE À DUBAÏ**

31

La mobilité culturelle, un enjeu politique

La disparité des conditions de circulation renforce l'asymétrie entre rive nord et rive sud

Dans nos sociétés euro-méditerranéennes, la mobilité des personnes est inscrite dans les mémoires : elle a façonné notre histoire. Sans mobilité il n'y aurait pas eu de Renaissance ni de projet européen. Depuis toujours, pour les acteurs culturels et les artistes méditerranéens, elle est une aspiration, un désir voire une pratique concrète. C'est grâce à ces femmes et hommes, créateurs, producteurs d'imaginaires, artistes voyageurs de la Méditerranée, que se fabriquent les anticorps contre les tentations d'indifférence et de fermeture, maladies du nouveau siècle.

La circulation des personnes est donc un bien précieux et, comme la mer et la forêt, un bien menacé. Mais la mobilité des acteurs culturels n'est pas un problème à part. Celui-ci est intrinsèquement lié aux grands enjeux méditerranéens. Si les flux migratoires posent la question en termes de droits humains, la mobilité culturelle aussi. Si la lutte contre le terrorisme international a fait surélever les murs autour de l'Europe, des barrières nouvelles se sont dressées sur le chemin des artistes tout autour de la Méditerranée. Il y a un enjeu politique majeur au cœur de la mobilité culturelle : la disparité des conditions de circulation renforce l'asymétrie entre rive nord et rive sud. Sur le versant culturel, l'absence de fluidité dans les déplacements des Méditerranéens renforce l'ignorance réciproque, avec cet effet « eldorado » à l'égard d'une Europe paradis de la liberté de création, et dans le même mouvement ce sentiment de domination culturelle du sud de la part d'une Europe hostile ou indifférente. Pour toutes ces raisons, la mobilité des personnes devrait être au centre de toute politique en direction de la Méditerranée comme elle devrait être le terrain privilégié de l'alliance entre artistes et militants des sociétés civiles.

Mais la mobilité des acteurs culturels a néanmoins sa spécificité indéniable. Elle est souvent une nécessité dans les processus de création artistique et dans les parcours individuels et collectifs des artistes contemporains. Plus encore, elle est vitale pour la structuration d'un écosystème professionnel approprié au secteur du spectacle vivant qui passe par l'échange d'expériences, la mutualisation des formations, l'apprentissage interculturel.

Enfin, la mobilité représente aussi un enjeu par rapport aux sociétés où évoluent les artistes. Plus les États figeront ou contraindront la circulation dans l'espace méditerranéen, moins les processus de développement culturel et d'ouverture démocratique des sociétés progresseront.

Beaucoup pensent que les visas et les entraves à la circulation sont une fatalité en Méditerranée. Ils se trompent. Dans ce domaine, il faut au contraire faire preuve d'audace et de pragmatisme.

L'audace commence par réfuter des « évidences », celles qui voient dans l'ouverture des portes de l'Europe une menace, dans l'arrivée d'étrangers sur son sol un péril pour l'économie et l'identité européenne, dans la politique drastique des visas le seul moyen de lutter contre l'immigration clandestine.

Renouveler la pensée, rajeunir les approches, repenser les politiques est le premier chantier d'avenir.

Le pragmatisme consiste à prendre appui sur les réalités des acteurs de terrain, des artistes et professionnels de la culture, pour inventer de nouvelles stratégies réalistes et de nouveaux outils en faveur des circulations dans l'espace méditerranéen.

Cette publication est une contribution à ce chantier collectif.

Giovanna Tanzarella,
déléguée générale
de la Fondation René Seydoux

Qui sommes-nous?

Le Fonds Roberto Cimetta (FRC) est une association internationale pour les échanges artistiques et la mobilité des professionnels au sein de l'espace méditerranéen dans le domaine des arts de la scène et des arts visuels contemporains. Sa mission est de favoriser la circulation individuelle des artistes et professionnels afin de leur permettre de trouver les opportunités, les partenaires et les moyens de concrétiser un projet artistique personnel ou collectif. Pour cela, le Fonds Roberto Cimetta a mis en place un programme de bourses de voyage individuelles permettant de couvrir les frais de transport et de visas engagés pour la participation à une réunion de réseau culturel professionnel, à un atelier, à une résidence d'artiste, à un festival, à un colloque, etc.

Reprenant le programme original créé par IETM en 1989 pour soutenir les professionnels de l'Europe Centrale et l'Europe de l'Est, le Fonds Roberto Cimetta a été relancé pour la Méditerranée et officiellement établi comme structure indépendante en 1997, sous l'impulsion de plusieurs professionnels de la Culture travaillant dans des structures au rayonnement international et européen : Velia Papa, Mary Ann De Vlieg, Manuèle Debrinay-Rizos et Fabien Jannelle. Le Fonds Roberto Cimetta est pleinement actif depuis 2000. Le Fonds porte le nom d'un metteur en scène et homme de théâtre italien, Roberto Cimetta, qui fût à l'origine de multiples initiatives qui ont contribué au développement de la communauté théâtrale internationale en étant à l'origine de nombreux projets : Inteatro, l'association et le festival à Polverigi (Italie), l'IETM (Informal European Theater Meeting), le programme des arts du spectacle contemporains ACARTE de la Fondation Gulbenkian à Lisbonne au Portugal pour les arts de la scène contemporains.

Pour mener à bien sa mission, Le Fonds Roberto Cimetta bénéficie du soutien de :

la Fondation Européenne de la Culture	le Ministère de la Culture Français (DDAI, Délégation au développement et Affaires Internationales)	la Fondation Gulbenkian (Portugal)
la Fondation de France	l'ONDA (Office National de Diffusion Artistique, France)	

Vous avez dit «mobilité»?

Il y a urgence si l'on veut que le mot «mobilité» prenne son sens en Méditerranée, tous ses sens

On en revient toujours à la mobilité. C'est la formule magique de la coopération culturelle. Mais de quoi parle-t-on exactement? Entre la migration – mobilité contrainte par la recherche de conditions de vie meilleures – et ce qu'on appelle «voyage», les causes de la mobilité sont multiples. Entre le voyageur choisissant librement sa destination et celui dépendant d'un droit d'entrée accordé par d'autres, les conditions d'exercice de la mobilité se ressemblent peu. Entre voyages éclairs et résidences, l'impact de la mobilité sur ceux qui bougent – et ceux qui restent! – est bien différent. Cette publication aborde la mobilité des acteurs culturels : une mobilité fondée en principe sur le désir de découverte, de réflexion et de travail commun avec ceux et celles qui opèrent dans un contexte culturel différent. De part et d'autre de la Méditerranée.

Et, ici encore, ce terme de «mobilité» renvoie à de nombreuses questions.

- Est-ce seulement la mobilité qui compte? Ou tout autant la façon dont elle est pratiquée? Mobilité en soi ne signifie pas automatiquement rencontre ou confrontation; mobilité physique ne signifie pas forcément mobilité mentale. Cela dépend de ce que l'on a au départ dans ses bagages en termes d'objectifs, certitudes, préjugés, questions. Et de ce que l'on ramène comme connaissances, expériences, compréhensions, imaginations de l'autre, de l'ailleurs. Et que signifie la mobilité de l'un pour ceux qui accueillent, et ceux qui restent? Entre le départ, l'arrivée et le retour, comment concevoir des programmes de mobilité qui, au-delà du déplacement physique, stimulent les 'voyages intérieurs' de tous ceux qui sont impliqués?

- Et quelles sont les directions de la mobilité? La question est particulièrement sensible dans le cadre des échanges euro-méditerranéens où l'on observe une asymétrie entre la mobilité Nord-Sud, timide en comparaison avec la mobilité – bien plus difficile pourtant – Sud-Nord. Comme si l'on n'échappait pas à une géographie pensée en termes de centre et de périphérie ; comme s'il n'était pas temps que les acteurs culturels européens se déplacent eux aussi plus massivement pour essayer d'apprendre, de comprendre, de travailler au Sud, avec 'le Sud'.

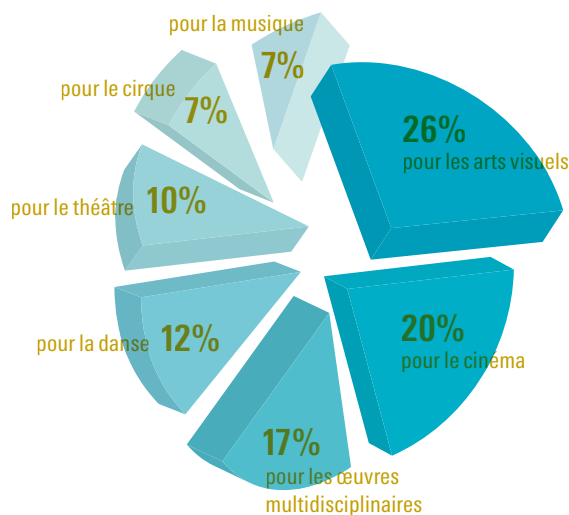
- Mobilité transfrontalière : de quelles frontières parle-t-on? Mobilité ne se confond pas avec distance. Et les frontières les plus difficiles à franchir ne sont pas forcément les plus lointaines. On ne peut penser la mobilité à travers la Méditerranée sans penser aussi aux frontières culturelles qui traversent nos villes européennes, aux frontières historiques qui traversent le monde arabe et toutes autres frontières visibles et invisibles qui comme toutes les frontières ont toujours deux faces, qui séparent mais aussi, paradoxalement, relie.

Ce sont ces questions, et bien d'autres que cette publication aborde. À travers récits, analyses, expériences, elle place la mobilité dans le contexte du Partenariat Euro-Méditerranéen aujourd'hui. Cette publication aux voix multiples vient à temps. Il y a urgence en la matière si l'on veut que le mot mobilité prenne son sens en Méditerranée, tous ses sens.

Odile Chenal
Fondation Européenne de la Culture

LA MOBILITÉ ARTISTIQUE «MADE IN MED» EN PILULES

Attribution des bourses par secteur artistique en 2006 Source: FRC



Le Fonds Roberto Cimetta en chiffres

686

C'est le nombre de bourses de voyage octroyées depuis 2000 aux artistes et professionnels des arts de la scène et des arts visuels contemporains. Objectif : leur permettre d'acquérir de nouveaux savoir-faire ou de trouver les moyens pour développer des projets artistiques. La moitié de ces boursiers provenait du Sud de la Méditerranée.

Les projets qui ont fait 2006

Les bourses de l'association AMA
Art Moves Africa a attribué 73 bourses de voyage pour permettre aux artistes et opérateurs culturels qui vivent et travaillent en Afrique de s'engager dans l'échange de l'information, le perfectionnement des savoir-faire, le développement des réseaux informels et la recherche de coopération au sein même du continent africain.

Les bourses du Fonds Roberto Cimetta. Plus de 100 artistes et professionnels de la cultures ont pu bénéficier de ces aides à la mobilité qui visent à concrétiser un projet artistique personnel ou collectif.

Mawa3eed, par Culture Resource
C'est le nouveau programme de soutien à la création artistique lancé par cette association dont le nom original est « Al Mawred Al Thaqafy » [lire aussi l'entretien avec sa directrice, page 15]. Il a permis la présentation de 8 œuvres ou projets artistiques au cours de festivals, forum, ateliers de formation...

Step Beyond, par la Fondation Européenne de la Culture, 144 artistes et opérateurs culturels ont été soutenus par ce programme de mobilité artistique qui a nourri les échanges artistiques entre l'Europe et les pays de l'Est.

Les aides à la mobilité du YATF
Le Young Arab Theater Fund, qui soutient la production et la circulation d'œuvres artistiques (arts visuels ou de la scène), a soutenu les voyages de nombreux artistes pour participer à des événements dans le monde arabe ou à des festivals internationaux.



Fatin Farhat, directrice artistique, Palestine

La mobilité, pas si simple que ça

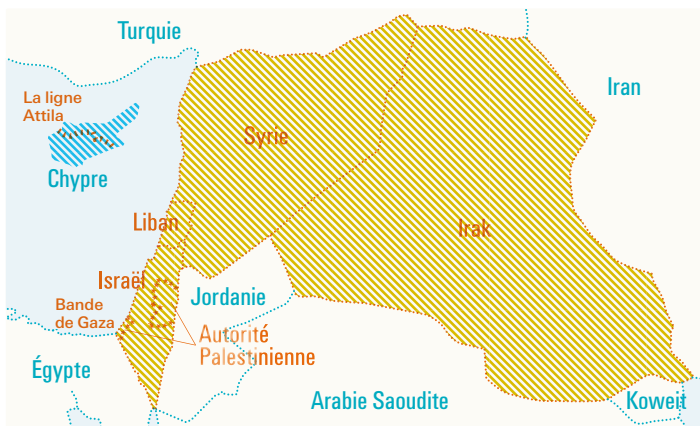
« Invitée par le Fonds Roberto Ci-metta aux “Premières Assises de la Mobilité en Méditerranée”, organisées à Fès en 2006, j’ai fait une demande de visa à l’Ambassade du Maroc située dans la bande de Gaza. Mais pour moi, palestinienne de Ramallah, la tâche s’annonçait difficile. Victime de la séparation entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, j’ai dû faire ma demande par courrier. Après de nombreux échanges, j’ai finalement obtenu mon visa ! Si ce n’est que pour pouvoir quitter le pays, les Palestiniens doivent prendre un vol à l’aéroport international d’Amman, en Jordanie. Comptez 10

heures de route ! J’ai donc pu m’en- voler pour Casablanca mais sans éviter quelques 9 heures d’escale à Paris. Si j’avais eu un « visa Schengen », j’aurais pu louer une chambre d’hôtel pour me reposer. Mais ne pouvant sortir de l’aéroport, je suis restée assise sur une chaise en salle d’attente. Arriva enfin l’heure du décollage, enfin presque, car le vol avait deux heures de retard. Résultat : à Casablanca, j’ai raté la correspondance pour Fès. J’ai donc dû passer la nuit sur place. Ma valise, qui entre temps avait été égarée, m’y a rejoint deux jours plus tard. Dois-je vous raconter le retour? »

Les arts qui montent

L’arrivée de nouveaux supports artistiques, vidéo, photo et arts numériques, a permis en Méditerranée l’émergence d’un art visuel émancipé de la tradition et des formes classiques. La danse contemporaine qui contrairement au théâtre arabe ne s’appuie pas sur une tradition de mise en scène, invente de nouveaux modes de représentation et de relation au public. Par cette plus grande liberté d’expérimentation, les arts visuels et la danse contemporaine sont aujourd’hui en Méditerranée les champs artistiques contemporains les plus dynamiques et les plus connectés au niveau international.

Zones sensibles et conflits armés



 Zones sensibles  Zones de conflits armés  Frontières sensibles

Ong Keng Sen: «Je crois dans ce voyage»

Des extraits d'un discours prononcé en 2006

à Lille par le Directeur de TheatreWorks

et fondateur d'Artists' Network Asia.

Aujourd'hui, je ne passe que quatre mois par an à Singapour, ma ville natale. En tant que directeur de performances internationales travaillant avec différentes cultures, je dois faire le voyage pour établir un contact avec les connaissances traditionnelles de sociétés qui ne m'appartiennent pas. Je crois dans ce voyage. [...] Aujourd'hui, pour devenir des travailleurs et des individus performants, nous devons être des citoyens du monde qui n'ont pas peur des frontières ou de s'ouvrir à des expériences nouvelles. [...] Je désire la mobilité même si mon corps est fragile. Je me définis un citoyen de la ville des fuseaux horaires. Combien de fois je me suis réveillé dans un hôtel et je suis allé dans le mur car, dans l'hôtel précédent, c'était là qu'il y avait la salle de bain! [...] Je crois fermement que la mobilité allège la pauvreté de la connaissance, la pauvreté de l'empathie, de l'imagination, de l'esprit. Je ne veux pas être pauvre, pauvre en connaissances, pauvre en empathie pour un autre être humain, pauvre dans l'imagination, pauvre dans l'esprit.

COMPRENDRE LA MOBILITÉ

Le paradoxe de la mobilité

La mobilité, un phénomène qui dépasse largement la sphère culturelle

« Il convient de (...) promouvoir la mobilité des artistes et des professionnels du secteur culturel ainsi que la circulation de toutes les formes d'expression artistique par-delà les frontières nationales ». Voici l'une des recommandations de la Commission Européenne pour un agenda européen de la culture à l'ère de la mondialisation¹. La notion de mobilité est en effet devenue une vraie préoccupation de l'Union européenne en matière de coopération culturelle. Elle est aussi régulièrement évoquée par les États membres, comme une priorité pour le secteur culturel, comme ce fut le cas aux rencontres sur l'Europe et la Culture organisées à Grenade en avril 2006.

La mobilité est reconnue comme essentielle au projet européen et valorisée de manière spécifique dans l'ensemble des programmes de l'UE. Néanmoins, en matière culturelle elle ne fait toujours pas l'objet d'un programme dédié, dans les politiques internes comme dans les politiques externes.

Comment expliquer ce paradoxe ?

Dans l'espace euro-méditerranéen, la non-prise en compte de la mobilité en tant que telle peut s'expliquer notamment par le caractère problématique qu'elle revêt dans la zone. Derrière elle, se posent des questions d'ordre éminemment politique au niveau international et national. Ainsi, la question des flux de populations renvoie à celle du risque migratoire et à des sujets sensibles dans le contexte actuel, liés entre autres aux questions de sécurité et aux enjeux économiques.

Et nous assistons aujourd'hui à un renversement de la perception du risque migratoire, comme le rappelle Catherine Lalumière²: « Au début des années 90, alors que nous mettions en place l'Espace Schengen, la menace migratoire était perçue, sur le territoire européen, comme émanant de l'Est, des pays aujourd'hui intégrés à l'Union Européenne. » La mobilité des personnes au Sud de l'Europe est donc perçue aujourd'hui comme un risque. Alors que la mobilité des acteurs de la société civile, comme celle des artistes et des acteurs culturels, devrait au contraire être perçue comme un outil de développement des sociétés, et valorisée comme levier dans le processus de développement de la zone méditerranéenne sur des problématiques globales, comme la fermeture des sociétés, les limitations à la liberté d'expression ou le repli communautaire.

¹ Communication de la Commission au Parlement Européen, au Conseil, au Comité Économique et Social Européen et au comité des Régions, http://ec.europa.eu/culture/eac/communication/pdf_word/COM_2007_242_fr.pdf

² Ancienne vice-présidente du Parlement Européen et secrétaire générale du Conseil de l'Europe, elle préside aujourd'hui la Maison de l'Europe de Paris et le Relais Culture Europe.

MOBILITÉ CULTURELLE EN MÉDITERRANÉE: ACTEURS ET STRATÉGIES D'ACTEURS

La promotion et le soutien à la mobilité artistique, quels qu'en soient ses promoteurs, répondent à des préoccupations d'ordre éminemment stratégique. Si l'Union européenne (UE) promeut la mobilité en général comme facteur de cohésion et de construction d'une identité partagée, les organisations nationales, et en particulier les ministères, en font un outil de rayonnement et de renforcement de leur image. Les fondations privées quant à elles, rarement motivées par des préoccupations artistiques, s'y intéressent pour des raisons éminemment politiques, en tant que facteur de développement et/ou d'échanges interculturels. Le secteur professionnel enfin, soutient la mobilité comme facteur de structuration du secteur et d'encouragement au développement des pratiques artistiques.

L'UNION EUROPÉENNE

La dimension culturelle de l'action extérieure de l'Union Européenne repose sur une série de valeurs propres au projet européen (État de droit, démocratie, respect des droits de l'homme). Dans la zone méditerranéenne, cette approche se traduit, au niveau régional, par une priorité accordée au dialogue interculturel, au développement des sociétés civiles, au renforcement du rôle des médias. La mobilité des artistes, reconnue au sein de l'Union comme facteur de cohésion et de compréhension entre les peuples, est valorisée en Euro-Méditerranée comme un moyen au service de ces principes, mais ne fait pas l'objet d'une action programmatique spécifique.

LES FONDATIONS INTERNATIONALES

L'action culturelle des fondations internationales en Méditerranée s'appuie principalement sur des priorités globales de décloisonnement des populations et d'ouverture des sociétés civiles. Les fondations suivent des agendas politiques variés en fonction de l'origine de leur fonds. Elles ont donc des approches géopolitiques diverses de la région : monde arabe, Euro-Méditerranée, Europe du Sud-Est, etc. Très pro-actives et agissantes directement dans la mise en œuvre de projets, elles sont à l'initiative des principaux programmes de soutien à la mobilité culturelle dans la zone.

LES ÉTATS

En règle générale, les États soutiennent la mobilité des artistes (nationaux à l'étranger ou étrangers sur la scène nationale) dans une logique de visibilité, comme un outil de rayonnement, de renforcement et d'exportation de la culture nationale à l'étranger. Dans le cadre de partenariats bilatéraux entre États, la mobilité dans le secteur culturel peut aussi s'inscrire dans des cadres plus généraux de politique de co-développement, la mobilité est alors valorisée dans sa capacité à renforcer l'échange de savoir-faire.

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les collectivités territoriales sont des acteurs clés de la coopération culturelle en Méditerranée, notamment à travers la mise en place de dispositifs de coopération décentralisée et d'accords de partenariats bilatéraux. Le développement d'un volet de coopération transfrontalière dans la Politique Européenne de Voisinage devrait pouvoir leur permettre de renforcer leur rôle au regard des dispositifs européens, en particulier sur la rive Sud. Les stratégies à l'œuvre en matière de mobilité artistique reposent sur une logique de développement et d'attractivité de leur territoire, tout en s'inscrivant dans une perspective de renforcement de leur positionnement international.

LE SECTEUR PROFESSIONNEL CULTUREL

Le secteur culturel et artistique a depuis quelques années mis en place des réseaux et outils de soutien à la mobilité facilitant le montage de productions artistiques internationales. Il a ainsi reconnu la mobilité comme nécessaire à la structuration de l'activité du secteur. La mobilité et les échanges avec des tissus artistiques étrangers, dont ceux de la Méditerranée, sont reconnus comme apportant une valeur-ajoutée qualitative permettant d'enrichir les esthétiques et la pensée critique sur l'art.



PASCAL BRUNET:

«LES RÉSEAUX SONT LES GARANTS DE LA LIBERTÉ DE L'ARTISTE»



Vous existez en tant qu'artiste à Tunis parce que vous avez des contacts ailleurs

De 1995 à 2003, vous avez présidé le réseau DBM (Danse Bassin Méditerranéen). Aujourd'hui vous dirigez le Relais Culture Europe, et êtes confronté à la question des réseaux artistiques et de la coopération culturelle euro-méditerranéenne. Quel est selon vous l'intérêt des réseaux artistiques en Méditerranée?

Ces réseaux travaillent sur trois plans, qui doivent se conjuguer : • La confrontation esthétique : permettant à des artistes de se rencontrer et de travailler ensemble là où la possibilité de l'échange est limitée, les réseaux artistiques sont des endroits indispensables de confrontation, offrant du même coup des espaces de parité renouvelés entre le Nord et le Sud. • La professionnalisation : les réseaux sont souvent l'endroit de projets communs de formation, sous toutes ses formes, travaillant l'artistique, la technique ou la gestion. Ils portent ainsi une capacité de renforcement individuel ou collectif, cette structuration passant avant tout par l'acquisition de compétences interculturelles et professionnelles. • Le politique : espaces de création, les réseaux sont aussi ceux de la réflexion sur les conditions de cette création. Ils permettent de s'interroger sur les enjeux de politiques culturelles, existantes ou non, et sur les relations entre les acteurs de ces politiques, aux plans national, régional ou international. En effet, la création peut être un processus dangereux pour certaines sociétés, surtout si elles sont victimes de censure.

Comment un réseau peut-il lutter pour la liberté d'expression? La lutte contre la censure dépasse le terrain politique et ses prolongements coercitifs ou économiques, sur les moyens financiers par exemple. Il faut aussi trouver des espaces d'expression, ce qu'offrent les réseaux par l'échange, la rencontre ou la mobilité de leurs membres. Ils sont à la fois la « bulle d'air » pour le débat, le « laboratoire » pour les idées et le lieu de construction de solidarités permettant aux projets de voir le jour. Plus ou moins formalisés, les réseaux peuvent permettre à un artiste d'exister en tant que tel, là où il veut vivre et travailler. Prenons la pièce de théâtre « Corps-otages » de Fadhel Jaibi. Produite et répétée mais non montrée en Tunisie, elle a pu être programmée au Théâtre de l'Odéon à Paris en mai 2006. Il s'agit donc de se situer dans le champ d'une solidarité active et concrète pour monter des projets communs. C'est là que joue le « soft power » du réseau. Au-delà d'une mobilisation pour garantir l'intégrité d'un artiste, il faut pouvoir construire et garantir les conditions de son travail : les moyens de se produire, ailleurs si besoin, de penser, de confronter, de bouger. Une alliance de fait peut naître entre les réseaux et les diplomaties culturelles européennes par exemple : quand le réseau des centres culturels français soutient les Assises de la mobilité dans l'espace Euromed à Fès, organisées par le Fonds Roberto Cimetta, il participe de l'émergence d'un espace d'expression libre dans la sphère publique du Sud.

Quel est le bilan de cette alliance de fait? Tirer le bilan d'un processus linéaire est difficile. Les alliances, plurielles, évoluent au gré des événements et agendas de chacun. Le souci des artistes est lui assez constant (chercher, élaborer, proposer, montrer...) et ne correspond pas aux priorités politiques de l'espace méditerranéen. De plus, le temps politique et institutionnel diffère de celui des artistes. La création est souvent urgente, inscrite dans un temps court et contraint. Ainsi, quand des projets innovants démarrent, ils doivent donc chercher leurs propres moyens d'exister

avant de retenir l'attention du politique. Pour le DBM, il a fallu des années d'actions continues et communes avant d'être visible par les institutions politiques. Et encore, aucune « alliance » permanente n'existe. Déplaçant les points de vue, les institutions multilatérales offrent souvent un champ d'évolution intéressant pour les acteurs culturels. La traduction de leurs politiques butte pourtant sur des mises en œuvre laborieuses, demandant des acteurs très formés pour mobiliser des financements rares et compliqués.

Mais le financement ne règle pas tous les problèmes... C'est évident. L'objectif est la pérennité, non pas des réseaux, mais des projets qu'ils soutiennent. Un réseau n'est qu'un mode d'organisation donné qui répond à une problématique donnée dans un espace et pour un temps donnés. La règle paraît évidente mais, dans les faits, l'organisation a du mal à se transformer. Plus précisément, je crois que le défi des réseaux artistiques, surtout en Méditerranée, est de se centrer sur les conditions de constitution d'un espace artistique vivant, un écosystème artistique et culturel, plus que sur leur propre transformation. Cette pensée complexe, comment rendre pérennes les conditions de production de l'art, ne peut se conduire qu'en réunissant des conditions précises : • Un fonctionnement et une gouvernance démocratiques : lieu de parité le réseau doit être celui de l'intelligence collective et négociée. • Un processus de travail itératif : un réseau doit être ouvert au monde, aux sphères de pensée différentes, et constamment s'ajuster aux interactions provoquées par ces mises en relation. • Le goût de la complexité : les solutions sont dans les processus, pas dans les dispositifs et encore moins dans les institutions. Il faut produire simultanément la transformation des processus artistique, social, économique et politique. • Un espace de transformation personnelle : c'est au quotidien, sur le terrain, que les choses se passent. Le réseau n'est pas l'acteur, il n'est que l'espace essentiel de construction de capacités à saisir ces complexités.

Les types de réseaux selon Pascal Brunet

Les réseaux Nord-Sud

« Comme pour le DBM, le but est le transfert des compétences. Mais il faut éviter que la dépendance économique et politique ne se transforme en dépendance artistique, au risque de tomber dans une folklorisation du Sud ».

Les réseaux Sud-Sud

Ils favorisent les échanges entre les pays de la rive méridionale de la Méditerranée, comme le fait le Young Arab Theater Fund (YATF). Souvent financés par des fonds du Sud et du Nord, ils se prennent en charge sur le système de production, ils se construisent localement mais ne sont pas du tout coupés du monde.

Les réseaux institutionnels

Il y a là souvent un abus du mot « réseau ». L'action de promotion de la culture sert une fonction politique particulière. Ils n'ont pas d'autonomie de décision et sont liés à des institutions politiques, comme le réseau des Instituts français ou des « Goethe Institut ».



Giovanna Tanzarella: «l'Europe incarne une vision d'avenir»

Déléguée générale de la Fondation René Seydoux, vous travaillez avec tous les acteurs de la mobilité artistique et culturelle en Méditerranée. Qui est-ce qui fait vraiment bouger les choses?

Tout d'abord ce sont les artistes eux-mêmes. Ce sont eux qui, à l'heure de la mondialisation, ressentent le besoin et l'envie d'être mobiles. Ensuite viennent les pouvoirs publics mais les États sont aujourd'hui un frein à la libre circulation. Avec des systèmes de visas très restrictifs, ils portent une responsabilité gigantesque. En revanche, l'Union Européenne assume désormais une position plus courageuse : pour elle, si l'on veut freiner l'immigration, les obstacles à la circulation sont contre-productifs. D'où des facilitations dans la délivrance des visas pour certaines catégories de personnes (les sportifs, les scientifiques). C'est une position intelligente, car plus de fluidité permettrait à beaucoup d'individus qui ne veulent pas s'établir sur le sol européen d'aller et de venir en toute liberté. L'Europe – qui porte dans ses gènes la libre circulation – peut donc être décisive dans le futur de la mobilité.

Mais pour l'instant elle n'en a pas les moyens.

Est-ce qu'elle réussira? C'est tôt pour le dire. Pour l'instant le projet politique européen est dans le creux de la vague. En revanche, l'Europe continue d'incarner une vision d'avenir.

Quid des bailleurs de fonds non étatiques?

La mobilité devient de plus en plus une priorité pour eux. Mais on est encore loin d'une situation idéale. Les fondations européennes devraient, à l'instar de la Fondation Européenne de la Culture, travailler sérieusement à des programmes de financement de la mobilité. Ensuite, parmi les acteurs clés, il ne faut pas oublier les collectivités locales ! Il existe de nombreuses régions ou communes qui incluent une forte dimension « mobilité » dans leurs programmes, chacune avec « sa » géographie. Dernièrement j'ai rencontré l'Adjoint en charge de la culture et de la Méditerranée du Conseil régional de la région des Pouilles [dans le

Sud-Est italien]. Pour eux, la « Méditerranée », c'est d'abord les Balkans [l'Albanie est à moins de 100 km]. Et « mobilité artistique » veut dire, par exemple, accueillir en résidence chez eux des artistes de l'autre rive de l'Adriatique. Ce qui se développe aujourd'hui est une véritable diplomatie régionale.

On dirait que vous avez une vision « globale » de la galaxie des acteurs de la mobilité... Oui, c'est vrai. Entre les collectivités locales et l'Europe se jouent beaucoup de parties. Je crois que c'est le « local » et le « global » qui pousseront les États à bouger.



Le répertoire méditerranéen

Né avec le but de répertorier les meilleurs instituts de recherche en questions méditerranéennes, le Répertoire méditerranéen recense « près de 700 entités qui comprennent aujourd'hui également des ONG, des ligues des droits de l'homme et, dernièrement, des revues spécialisées », explique Giovanna Tanzarella. Lancé par la Fondation Seydoux, il est gratuitement accessible sur son site Internet. Après validation de l'éditeur, chaque entrée peut être mise à jour directement par l'organisme recensé pour peu qu'il se soit préalablement enregistré.

www.fondation-seydoux.org

ENTRE LE MARTEAU DE LA CENSURE ET L'ENCLUME DU CONSERVATISME

ICI MAGHREB **Basma El Husseiny: «Nous n'avons
besoin d'aucun rôle actif de l'Occident»**
C'est quoi le Partenariat Euro-Méditerranéen?



Depuis Le Caire, vous dirigez Al Mawred Al Thaqafy, une organisation qui favorise la créativité et la mobilité artistique dans le monde arabe. Pensez-vous qu'il y a des problèmes de censure en Egypte?

C'est un fait que, dans ce pays, il y a des procédures légales de censure. Prenez l'industrie du film. Les productions étrangères nécessitent un visa pour être distribuées. Le *Da Vinci Code*, par exemple, a été interdit pour plaire à l'église. Pour ce qui est des films nationaux, ils nécessitent le feu vert des autorités avant même le tournage.

Comment réagissez-vous à cette situation?

Dans le monde arabe, la marge de manoeuvre change selon que la censure soit légale ou pas. Prenez le cas du Festival du Printemps au Bahreïn en mars 2007. Une performance du poète Qassem Haddad et du Libanais Marcel Khalife a été interdite pour cause d'obscénité sur proposition du Parlement. Nous avons protesté avec vigueur mais dans ce cas-là il existait une procédure légale et on ne pouvait rien faire d'efficace.

Quels sont les cas dans lesquels on peut protester?

Quand la censure n'a pas de base légale. En Egypte, officiellement il n'y a pas de censure dans l'industrie du livre. Mais dans le cas de certains écrits de l'écri-

vain Helmy Salem, la publication qui les contenait a été déclarée blasphématoire par les travailleurs de l'imprimerie qui ont décidé unilatéralement de la boycotter.

Pensez-vous que les pays occidentaux font assez pour soutenir votre combat?

L'Occident a ses propres problèmes de censure. Prenez la polémique sur la création de l'État d'Israël ou encore Guantanamo. Mis à part le transfert de savoir-faire et le financement, nous n'avons besoin d'aucun rôle actif de l'Occident ici. Vous savez, la censure, ce n'est pas un concept abstrait. C'est aux gens d'ici de résoudre le problème.

Que pensez-vous de la mobilité artistique en Méditerranée?

Sans la mobilité nous ne pouvons rien faire. Dans cette région, les infrastructures sont très sous-développées. Même au Liban l'effervescence culturelle se limite à la capitale, Beyrouth. La mobilité est un moyen de mettre en commun les forces des opérateurs culturels.

Quid de l'intervention de l'État dans la culture?

Cela dépend si le pays en question a été ou pas socialiste. Prenez l'Algérie, je ne pense pas que les acteurs de la culture là-bas réclament plus d'État. En Syrie, les artistes voudraient avoir moins d'État, alors qu'au Liban, ils aimeraient avoir un Ministère de la Culture plus puissant. Nous, en Egypte nous avons un Ministère très fort. L'État possède pratiquement tous les lieux culturels. Tout. Ensuite on ne peut pas s'étonner que ces productions soient très politisées. Le budget de la culture, qui inclut bien sûr la restauration des oeuvres anciennes, ici très coûteuse, tourne autour de 6-7%!

Ya-t-il des lieux d'expressions indépendants en Egypte?

Mon organisation gère le théâtre El Genaina. Mais en février 2006 la Ville du Caire a décidé de le fermer sans explications officielles. On a ensuite appris que c'était à cause du contenu politique d'un spectacle ●●●

ICI MAGHREB **Soane Hadjadj:**
«Être éditeur, c'est d'abord une mission»

en programmation, celui de Nagham Masry. Après une campagne de protestation très active, le théâtre a été rouvert en août 2006.

Avez-vous changé votre politique depuis?

Nous sommes plus attentifs, c'est clair. On demande des autorisations préalables. Mais on connaît la situation depuis toujours.

Vous vous sentez soutenus par le Partenariat Euro-Méditerranéen? C'est quoi le Partenariat Euro-Méditerranéen [rire]? Cela n'a rien à voir avec la culture! C'est un accord politico-économique, un point c'est tout.

Vous avez fondé en 2000 les éditions Barzakh. Qu'est-ce que c'est que d'être éditeur dans l'Algérie d'aujourd'hui? C'est d'abord une mission. Après la fin du socialisme en 1992, l'État s'est désengagé du monde de l'édition. C'était le début de l'économie libérale mais aussi la période noire du terrorisme. Il n'y avait plus de librairies, plus d'éditeurs, les écrivains partaient en exil. Après nos études à Paris, nous avons donc décidé d'écouter notre désir le plus profond : créer une maison d'édition indépendante.

Quel est le profil du lecteur algérien?

Il y en a essentiellement deux. Le premier, auquel nous nous adressons, a plus de 40 ans, lit en français car il était à l'école bilingue. Il préfère les romans, les essais ou encore les écrits d'histoire. Le deuxième est un public plus jeune, totalement arabisé et qui se tourne soit vers le livre utile soit vers les publications à caractère religieux.

Et vous, en quoi êtes-vous spécialisés?

Notre catalogue couvre la littérature, l'histoire et les beaux livres. Par principe nous n'occupons pas le segment du livre religieux car ce qui se fait, c'est généralement de la propagande et nous combattons l'islamisme. En revanche, nous publions des écrits sur la réforme de l'Islam.

Souffrez-vous de la censure? Pendant la période de l'économie dirigiste, tout livre devait recevoir le visa d'un comité de relecture. Aujourd'hui, contrairement à la télévision, frappée par un monopole d'État, dans l'industrie du livre il n'existe plus de censure officielle. Par exemple, en 2001 nous avons publié Zarta! (« Déserteur ») un roman de Mustapha Benfodil. Il l'a écrit pendant son service militaire, en pleine guerre civile, et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il n'était pas tendre avec l'univers de l'armée... En revanche il existe bel et bien une forme d'auto-censure. En Algérie il y a

ce que l'on appelle le triangle de l'interdit : sexe, politique, religion. Si vous parlez de ces sujets, vous risquez d'avoir des problèmes.

Vous appartenez à l'élite éclairée, vous publiez essentiellement en français... Vous ne pensez pas de vivre dans une bulle? Pas du tout. La littérature, c'est le miroir d'une société qui ne veut pas se voir. Être dans une bulle, cela veut dire ne pas être en phase avec sa société. On ne veut pas retomber dans une culture pour tous. Nous sommes conscients de toucher une minorité.

Est-ce que, dans votre combat, vous vous sentez épaulés par l'Europe? Malheureusement les fonds européens pour notre pays ne touchent pas l'édition mais sont réservés au domaine de la bonne gouvernance. En revanche, nous développons des co-éditions avec des maisons d'édition de l'autre rive de la Méditerranée. Mais je dois dire que je ressens souvent un très grand mépris de la part des éditeurs européens.

Que voulez-vous dire? Je vous donne un exemple. Une maison d'édition italienne, les Edizioni Della Meridiana, ne nous a jamais payé les droits d'auteur de Cinq fragments du désert, un roman de Boudjedra Rachid. Il s'agissait de 1500 euros mais ils savaient que nous n'avions pas les moyens pour agir en justice... Vous voyez, c'est symptomatique des rapports de force entre le Nord et le Sud de la Méditerranée. Mais je dois dire que, globalement, nous travaillons bien avec l'Europe.

Ne vous sentez-vous pas abandonnés par vos voisins européens? Non. Mais quand on voit qu'en Algérie le budget de la culture correspond à 0,18% du PIB, alors que l'UNESCO appelle à y consacrer au moins 1%, on voit bien les problèmes auxquels on fait face.

www.barzakh-dz.com

La littérature, c'est le miroir d'une société qui ne veut pas se voir



LE PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN VU PAR...

UN ACTEUR CULTUREL

Ferdinand Richard: «La faute n'est pas celle de l'UE mais des égoïsmes nationaux»



En tant que directeur de l'AMI (Aide aux Musiques Innovatrices), vous avez vécu le Partenariat Euro-Méditerranéen sur le terrain des échanges dans la musique populaire. Quel est votre bilan?

Le problème de base est celui de l'opposition entre «clan» et «réseau». L'UE pousse pour la constitution de réseaux alors que les sociétés du Sud, y compris celles de l'Europe méridionale dont fait partie Marseille, sont plus proches de la logique clanique. Ensuite, la culture est largement absente du projet européen, à part ce «programme croupion» que l'on appelle Culture 2000. Mais la faute n'est pas à l'Europe, elle est aux égoïsmes nationaux! Les États rechignent à investir dans la culture au niveau communautaire parce qu'ils la conçoivent comme devant être au service du prestige national. En France, depuis Malraux et De Gaulle, les «cultureux» sont au service du pouvoir, moi y compris! Quant à la Fondation Anna Lindh, elle a le mérite d'exister: c'est déjà un petit miracle qu'elle arrive à faire des choses avec des budgets aussi modestes! Ensuite lorsque j'admire le dynamisme de la scène londonienne ou irlandaise dans le domaine des musiques populaires, je me pose des questions sur notre modèle français où l'intervention de l'État est trop grande. Il ne s'agit pas de s'aligner sur l'ultralibéralisme mais de trouver un juste milieu, un équilibre mi-public mi-privé.

Quel est le principal problème de la coopération culturelle en Méditerranée? On n'aura pas d'intégration culturelle en Méditerranée tant que nous, les Européens, nous n'aurons pas parfait notre propre intégration culturelle! Les artistes arabes eux-mêmes ne sentent pas d'unité chez les Européens, ils les mettent en compétition entre eux. Le problème, c'est que chacun veut garder son pré carré!

Comment résoudre le problème de la désunion chez les Européens? Le vrai problème est la souveraineté nationale. Le retour des nationalismes est catastrophique. Aujourd'hui, l'Europe n'existe pas. Comment

UN POLITIQUE

Sandro Gozi: «Aujourd'hui, une société civile euro-méditerranéenne existe»

avoir une vraie dynamique en Méditerranée sans un Ministère des Affaires Étrangères européen?

Quel est votre sentiment sur les avant-gardes artistiques dans le Sud? Le problème ce n'est pas s'il y a des avant-gardes : il y en a toujours eu. Le problème est de savoir s'il existe une filière suffisamment solide pour les faire émerger et les donner à voir. C'est le rôle des médiateurs culturels. C'est le rôle de la communication, des écoles, de la formation...

Comment améliorer la filière au Sud? Une filière n'est efficace que si elle répond aux besoins. Il est impossible de créer une bonne filière sans mesurer le plus précisément possible son contexte: l'existant, les difficultés, le potentiel de développement... Or, nous n'avons pas d'instruments de mesure intégrés. Nous travaillons aujourd'hui dans un empirisme hasardeux, souvent emprunt d'arrogance au Nord, et de trop-court terme au Sud. Je note que cette imprécision, cette faiblesse, fait le jeu de toutes les instrumentalisation des artistes ou de la culture. Il faudrait donc favoriser l'émergence d'un regroupement de chercheur ou d'universités arabes, au Sud et au Sud-Est de la Méditerranée, pouvant se constituer en observatoire transversal des politiques culturelles. Un observatoire interméditerranéen, qui serait un outil concret, pragmatique et pluridisciplinaire et pas uniquement cantonné au patrimoine, à l'art sacré ou au tourisme culturel. De cette façon les opérateurs de la région pourraient connaître la réalité de la situation et se fixer des objectifs planifiés. Commençons par là... Je ne peux présager ce qu'il en sortirait, mais probablement nous aurons ensuite besoin d'impliquer de vastes pans de la société, au-delà du champ strictement culturel, tels que les secteurs économique, éducatif, de la communication...



Entre 2000 et 2004, vous avez conseillé le Président de la Commission européenne, Romano Prodi, sur les questions méditerranéennes. À 12 ans du lancement du Processus de Barcelone quel est, selon vous, son état de santé? Ce fut une grande intuition, en 1995, que celle de réunir les Européens, les arabes et les Israéliens autour du Partenariat Euro-Méditerranéen. Mais aujourd'hui force est de constater que Barcelone a été au dessous des attentes. **Pourquoi?** Pour des raisons indépendantes du processus lui-même telles que le conflit israélo-palestinien. De plus le multilatéralisme a été à l'origine de beaucoup de lenteurs et a fini par manquer de flexibilité.

Est-ce que les acteurs politiques auraient pu faire plus?

Il aurait fallu éviter l'absence politique de l'UE du Moyen-Orient. Et je dis bien «Moyen-Orient» car en réalité aujourd'hui il faudrait s'interroger sur la possibilité d'étendre le partenariat à tous les pays de la région (lire également p.31). Ensuite, sur le terrain, les initiatives de l'Union Européenne et celles des États-Unis se sont croisées sans jamais se rencontrer.

Il faut appliquer le modèle communautaire à la Méditerranée

Comment relancer le partenariat transatlantique aujourd'hui?

Rien ne va bouger jusqu'aux élections présidentielles de novembre 2008 aux USA. Pourtant, du côté européen, les conditions seraient réunies car tous les leaders européens – Prodi, Sarkozy, Merkel – sont philo-atlantiques.

Revenons à Barcelone. Qu'est-ce qu'il été fait

par le Processus pour la culture? Le volet socio-culturel a donné des résultats significatifs. Je pense aux échanges des jeunes, au patrimoine artistique, aux coopérations dans les domaines de l'audiovisuel ou universitaire. Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'il y a une société civile euro-méditerranéenne. Pensons par exemple au Forum civil Euromed de 2003. Ceci dit, il faut faire beaucoup plus! ●●●

Que pensez vous de la Fondation Anna Lindh (FAL) que vous avez lancée avec Romano Prodi? Aujourd'hui, elle n'est pas ce que l'on aurait aimé qu'elle soit. Les gouvernements sont réticents sur son autonomie. Sur le plan opérationnel, ensuite, il faut dire qu'aujourd'hui elle ne fonctionne pas. Comment la relancer? Par exemple en la faisant présider par une grande figure... La FAL est la première institution commune aux pays des deux rives. C'est grâce à elle qu'on s'aperçoit que les problèmes de la mobilité en Méditerranée ont de plus en plus une dimension culturelle. C'est pour cela que, contre tous les extrémistes, il faut dire haut et fort que seul le dialogue culturel peut stabiliser la région. Certes, l'économie est fondamentale mais un travail profond sur le terrain de la culture est indispensable !

Que pensez-vous du projet d'Union Méditerranéenne de Nicolas Sarkozy? Pour nous c'est un concept familier. Nous le disons depuis longtemps qu'il fallait créer une institution régionale pour la Méditerranée, qui est l'une des rares régions du monde à en être dépourvue. Ce qu'il faut, c'est s'inspirer des modèles réussis tels que l'Union européenne : il faut donc penser à créer des sommets réguliers, une commission, un secrétariat international, des conseils « éco-fin ». Il faudrait partir de coopérations renforcées dans les domaines de l'eau, de l'énergie ou des infrastructures... un peu comme ce qui a été fait avec le charbon et l'acier en Europe. En tant que créateur du programme Erasmus Mundus, ensuite, je ne peux pas oublier le domaine universitaire. Pourquoi ne pas favoriser l'émergence de cursus communs entre les universités des deux rives? Bref, il faut appliquer le modèle communautaire à la Méditerranée.

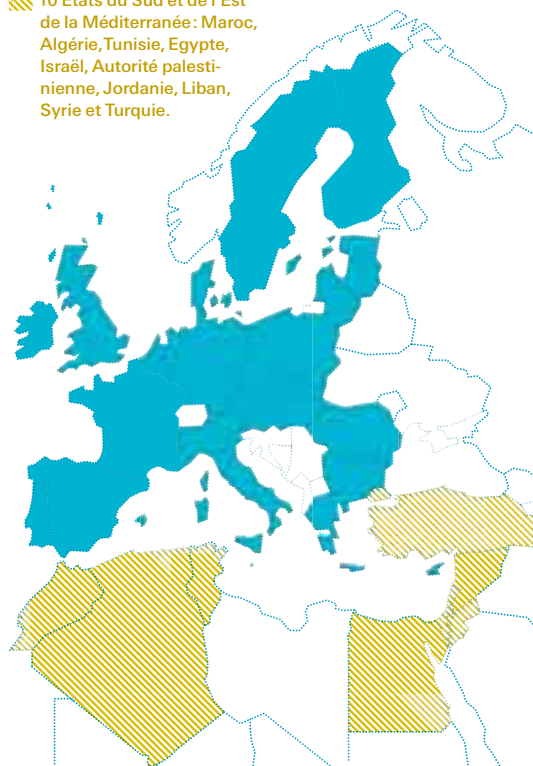


Une région dans un monde globalisé

La Méditerranée peut aussi se lire à l'aune des enjeux majeurs du monde globalisé : l'asymétrie Nord-Sud, l'entrée de nouveaux pays dans la globalisation, les bouleversements écologiques, les replis identitaires, le développement du fondamentalisme religieux... À ces enjeux s'articulent des problématiques culturelles globales : la diversité culturelle, le pluralisme linguistique, la culture numérique, l'accès à la connaissance, le patrimoine matériel et immatériel...

■ 25 Etats membres de l'Union Européenne

▨ 10 Etats du Sud et de l'Est de la Méditerranée : Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Israël, Autorité palestinienne, Jordanie, Liban, Syrie et Turquie.



LA MOBILITÉ, POUR QUOI FAIRE ?

TÉMOIGNAGE DE BOURSIER **Soline Daccache,**
comédienne (Okaybeh, Keserwane, Liban)

Le Liban et sa région connaissent actuellement une période de crise. Beaucoup de malentendus et de préjugés entravent nos rapports avec nos voisins méditerranéens et nous isolent. Il est important pour nous de rétablir un dialogue et une juste perception de nos cultures. Les échanges culturels et artistiques sont à mes yeux le meilleur moyen d'initier le dialogue et le rapprochement des civilisations. Les résidences d'artistes, ateliers, festivals, colloques, forums... constituent des espaces qui nous offrent la possibilité de nous rencontrer, de mieux nous connaître, d'élargir nos horizons, de renforcer notre réseau et de nous former.



Une pilule anti-intégrisme

Dans l'espace méditerranéen, les artistes se heurtent à un conservatisme grandissant. Notamment dans le monde arabe où, depuis quelques années, l'intégrisme a réduit la place de l'art dans la sphère publique. « Aujourd'hui », témoigne Radhouane El Meddeb, chorégraphe et metteur en scène tunisien « il est difficile pour un artiste contemporain de se sentir nécessaire à la société dans laquelle il vit ». « Beaucoup de sujets restent tabous et les réactions des publics devant parfois la censure... C'est gravissime car cette dernière est en réalité le reflet de ce que pense la société », renchérit Lamia Joreige, artiste visuelle libanaise. Les logiques de conservation, poussées à l'extrême, peuvent se traduire par des phénomènes de repli identitaire. C'est pourquoi, l'ouverture des

Beaucoup de sujets restent tabous et les réactions des publics devant parfois la censure !

sociétés arabes au monde extérieur est un réel enjeu dans la région. L'art contemporain met en jeu la libéralisation des mœurs en questionnant autant de sujets sensibles, que le rapport au corps, la place de la femme dans la société, la possibilité du commentaire artistique sur le fait religieux, la subversion politique... « La mobilité artistique, parce qu'elle favorise la rencontre, la confrontation et l'échange tient une place importante dans ce processus d'ouverture aux autres et aux cultures étrangères. Elle s'inscrit dans une logique de transformation, porteuse de renouvellement et de création », confirme Leïla Badis, chargée de mission coopération au Relais Culture Europe. Les œuvres artistiques d'aujourd'hui donnent à voir une représentation complexe des sociétés qui nous entourent, bien loin des clichés folkloriques ou ceux véhiculés par les mass-media. La circulation de ces formes artistiques innovantes contribue ainsi à affiner le regard des publics et à ouvrir le champ d'observation critique.

LA PIÈCE **Les Amoureux du Café Désert,**
par **Fadhel Jaïbi**

Impertinentes, les créations de Fadhel Jaïbi rencontrent depuis 30 ans un vif succès populaire, et font entendre un théâtre qui constitue plus qu'un dessein culturel : un enjeu de liberté. En témoigne le succès de la pièce, *Les Amoureux du Café Désert*, créée en 1995, et qui, malgré la radicalité du sujet, a su toucher un large public dans le monde arabe. Le propos : une femme enquête sur la disparition de sa fille. Un scandale, dans le milieu universitaire où évolue la jeune fille, semble en être la cause. La mère fait une véritable descente initiatique dans l'univers secret et complexe d'une jeunesse à la recherche de nouveaux repères. Cette pièce, très dure et violente, réunissant 13 comédiens qui interprètent ces jeunes révoltés, a beaucoup touché les publics, à Tunis et dans de nombreuses autres villes du monde arabe où elle a été jouée, dévoilant des vérités cruelles telles que le viol, la corruption, le suicide.

TÉMOIGNAGE DE BOURSIER **Karim Dakroub,**
marionnettiste (Beyrouth, Liban)

Il est entendu que les institutions, fondations et autres bailleurs de fonds qui soutiennent l'action culturelle en Méditerranée ont des objectifs de développement bien précis pour la région. Cependant, les procédures et critères d'éligibilité de leur programme sont lourds et ont pour effet pervers une tendance à formater les projets artistiques. D'ici quelques années, ce sont la créativité et les échanges artistiques qui risquent d'en être freinés. Il faut donner plus de liberté aux artistes et aux organisateurs de projets : la liberté de créer, de s'inspirer, de circuler.



Structuration professionnelle: un mirage?

«La mobilité? Pour ma carrière d'artiste, elle est fondamentale», résume Karima Mansour. Pour cette chorégraphe égyptienne, les voyages professionnels permettent aux artistes de « sentir qu'[ils] ont [eux] aussi accès au monde extérieur, à ces manifestations novatrices et à ces relations qui [les] font se sentir vivants, utiles, connectés et écoutés ».

Et si, sur la rive Sud de la Méditerranée, le besoin de Karima n'est pas rare (voir témoignage p.21), c'est que le paysage artistique de cette région souffre d'un manque chronique de structuration professionnelle, et d'un réel déficit de moyens : ateliers de formation et de travail réduits, moyens de productions limités, lieux de diffusion disponibles au compte-gouttes, espaces d'échange critique rarissimes... Dans certains pays de la rive Sud même, l'art contemporain n'existe que grâce à l'argent comptant de certains bailleurs de fonds étrangers – tels que la Ford Foundation – ou aux opportunités offertes par le marché international. Ce déficit induit une mauvaise circulation de l'information, un manque de travail en réseau et un faible cadre de financements empêchant, par exemple, les échanges Sud-Sud. « Il est en effet souvent plus facile pour un festival du monde arabe d'inviter des artistes européens dont les frais sont assumés par les services culturels des ambassades que d'inviter un artiste arabe qui n'est soutenu par aucune diplomatie culturelle », témoigne Ahmed El Attar, metteur en scène égyptien.

«La structuration du paysage artistique et culturel de l'espace euro-méditerranéen», insiste Pascal Brunet, directeur du Relais Culture Europe, « ne pourra se faire que sur la base d'une diversification des compétences et d'une définition claire des degrés de spécialisations dans des pays où presque toutes les strates de l'écosystème culturel sont à créer ». Managers, producteurs, techniciens, programmateurs, chercheurs, critiques sont autant de catégories professionnelles quasi-inexistantes dans les pays du Sud. Des pays

dans lesquels il n'est, en effet, pas impossible de voir des artistes avoir une double ou triple casquette de producteur ou encore de diffuseur. Prenons Ahmed El Attar. Cet homme de théâtre égyptien, est à la fois porteur de projets internationaux, fondateur d'un lieu de résidence, organisateur d'événements et de formations, président de réseau.

Souvent, au Sud, l'artiste doit être à la fois producteur et diffuseur.

Fort de ce constat, il est important aujourd'hui de considérer la mobilité non comme une fin en soi, mais comme un moyen formatif servant à dynamiser et à structurer le secteur, car elle peut permettre la clarification des compétences et la différenciation des différents niveaux d'activité. Elle représente, en effet, une étape fondamentale dans un parcours professionnel, dans la mesure où elle permet l'échange, la rencontre et la confrontation tant sur le plan technique (par l'acquisition de nouvelles compétences et méthodes de travail) que sur le plan artistique (par la possibilité qu'elle offre de faire évoluer une vision ou un propos au contact d'autres formes de création). Selon Mary Ann de Vlieg, secrétaire générale de IETM - Réseau International de spectacle vivant, « la coopération directe entre professionnels du Nord et du Sud, agissant à la même échelle, parlant le même langage et ayant les mêmes pratiques, peut aider la communauté artistique et culturelle du Sud à se structurer », et à développer un réel marché artistique sur place.



LES FLUX DE LA MOBILITÉ ARTISTIQUE

Sud-Sud Le fossé Maghreb-Mashrek

On remarque la faiblesse continue de la mobilité Maghreb-Proche-Orient liée à plusieurs facteurs : la faiblesse structurelle du paysage professionnel (induisant peu de circulation de l'information, peu de travail en réseau, et bien sûr peu de cadre de financements), un contexte politique lourd, et la faiblesse de l'attractivité. Les zones d'influence des professionnels du Sud, en effet, se situent dans le monde « occidental », en Europe et en Amérique du Nord. La mobilité régionale entre les artistes du Proche-Orient est quant à elle assez forte. Ceci est favorisé d'une part par la présence de donateurs financiers internationaux importants, comme la Ford Foundation, qui développent des programmes à échelle régionale ; et d'autre part par le travail de structures indépendantes « parapluies », à l'instar du Young Arab Theater Fund, qui inscrivent leur action sur tout ce territoire. Par contre, la mobilité régionale artistique au sein du Maghreb est faible à cause du contexte politique mais également en raison du manque de stimulation artistique régionale et de l'isolement des acteurs culturels indépendants.

Sud-Nord Le poids du passé

L'Europe du Nord reste la destination principale pour les voyages liés à la formation et à la production. Par ailleurs, on remarque la persistance de sens de circulation « classiques » liés à des cadres bilatéraux hérités pour la plupart de relations post-coloniales, notamment entre l'Europe et le Maghreb. Les acteurs culturels des pays maghrebins inscrivent fortement leurs projets de mobilité dans des cadres de coopération bilatéraux et notamment avec la France qui dispose d'un réseau local de coopération culturelle extrêmement actif, notamment au Maroc.

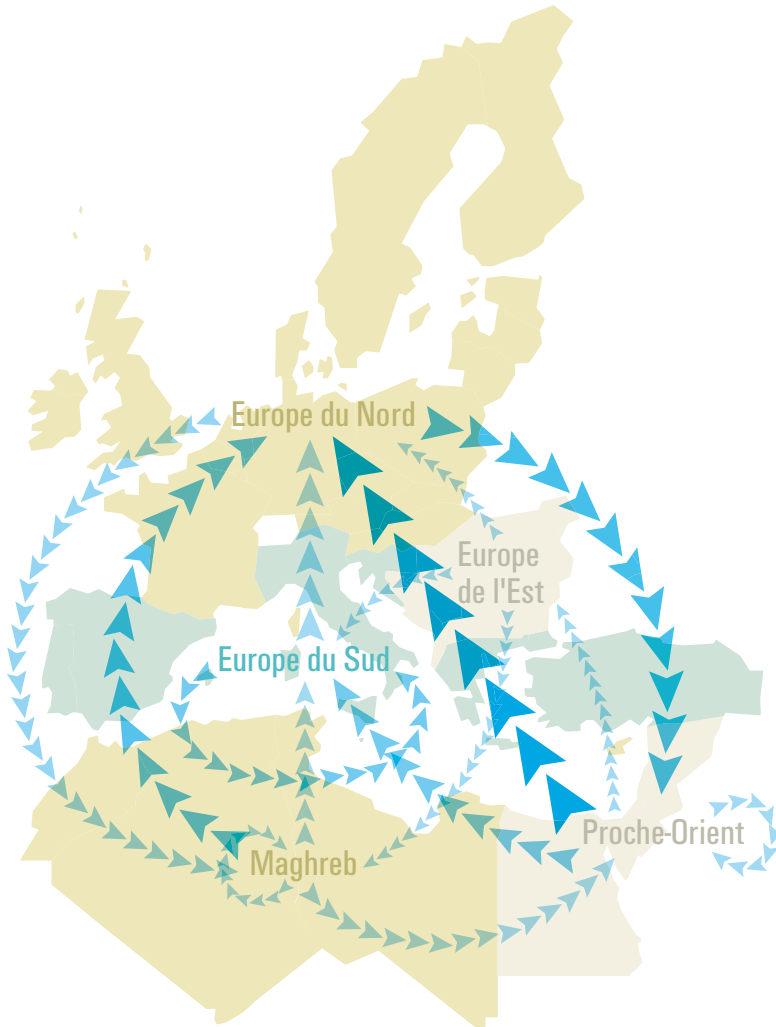
Nord-Sud Objectif solidarité

Dans les flux Nord-Sud en Méditerranée, on remarque une forte prédominance des projets solidaires et socio-culturels par rapport aux projets purement artistiques. L'exemple palestinien est le plus frappant : les Européens se rendent en Palestine plus par solidarité que pour découvrir le paysage artistique local. C'est également souvent le cas dans les projets vers l'Algérie et le Maroc mais aussi la Syrie ou le Liban. De ce fait, même si les voyages des professionnels de la culture européens en Méditerranée-Sud sont quantitativement importants, ils ne traduisent pas une attractivité artistique pour la région. Ils témoignent plutôt d'une grande sensibilité en Europe pour les enjeux politiques et socio-économiques qui se jouent aujourd'hui dans la région Méditerranéenne.

Sud-Est Le clivage

Malgré beaucoup de similitudes structurelles et de parentés culturelles avec le monde arabe, les pays de l'Est de l'Europe – même ceux des Balkans – sont plus tournés vers l'Europe que vers leurs voisins du Sud. Toutefois quelques initiatives faisant le pont avec le Sud de la Méditerranée ont vu le jour ces dernières années, tel que ce projet de la compagnie serbe, le DAH Theater, de rencontre d'artistes au Maroc. On peut noter ici l'action de décroisement géographique réalisée par certains réseaux, tels qu'IETM ou DBM.

70 bourses/an 40 à 60 moins de 20
Programme de bourses du FRC 2000-2006



LES CHANTIERS DE LA RÉFLEXION

Pour que les décideurs politiques puissent appréhender les enjeux de la mobilité artistique en Méditerranée, il faut qu'ils puissent s'appuyer sur une analyse fine des besoins et une compréhension poussée des pratiques sur le terrain. Or, il existe à ce jour peu de canaux de transmission leur permettant de bénéficier des idées des milieux artistiques professionnels. Le secteur culturel est minoritaire dans les organisations représentatives de la société civile, telles que le Forum Civil Euromed. Les concepts à l'œuvre dans la politique culturelle de l'UE dans la région n'accordent que peu de place à la création contemporaine. Le «dialogue interculturel», par exemple, se concentre sur des questions de «dialogue interreligieux». Il est donc urgent que le secteur artistique fasse entendre sa voix, et se saisisse des enjeux politiques qui se dessinent dans la région. C'est pourquoi, sur la base d'une méthodologie de «bottom-up» (littéralement, «du bas vers le haut»), le Fonds Roberto Cimetta – tout comme la Fondation Européenne de la Culture ou le Young Arab Theater Fund – entendent nourrir aujourd'hui la «boîte à idées» de la mobilité en Méditerranée.

Judith Neisse
Présidente du Fonds
Roberto Cimetta

PENSER LA MOBILITÉ

Objectif accompagnement

La mobilité n'a de sens que si elle est productive

Être mobile? «Ce n'est pas évident», reconnaît Cristina Farinha. «Il faut avoir des capacités logistiques et organisationnelles pour planifier une expertise, pour choisir les lieux où l'on veut aller, il faut savoir communiquer en plusieurs langues...» explique cette chercheuse en sociologie spécialiste des questions de mobilité culturelle en Europe. «Qui plus est être mobile c'est avoir des aspirations : et cela n'est pas inné ; les envies de développement personnel ou professionnel s'acquièrent par l'éducation et le système dans lequel on évolue». A cela s'ajoute le problème du manque de structuration professionnelle du secteur culturel que connaissent les pays méditerranéens et particulièrement les pays du Sud.

La mobilité des artistes et des acteurs culturels s'inscrit dans un cadre systémique : si l'on souhaite promouvoir la mobilité globalement, sans s'adresser toujours aux mêmes artistes «privilegiés», mais en touchant des porteurs de projets plus isolés, il est important de considérer les facteurs éducatifs et sociaux : par exemple en prenant en compte des adaptations pour les personnes qui ne maîtrisent pas bien les langues étrangères, ou qui n'ont pas le bagage intellectuel nécessaire pour développer une argumentation construite et problématisée. «Il serait utile que les organismes de financements puissent dispenser des formations à leurs bénéficiaires, par exemple pour les aider dans le remplissage de formulaires», témoigne Khadija El Bennaoui, coordinatrice du programme de mobilité Art Moves Africa. Selon elle, «il est important de développer la capacité individuelle des acteurs à travailler avec des petits bailleurs de fonds, la capacité à aller chercher l'information, tous ces savoir-faire qui sont des leviers incontournables pour concrétiser la mise en oeuvre de projets».

La question de l'accompagnement des acteurs est fondamentale. C'est pourquoi il faut inscrire la mobilité dans un processus de professionnalisation. «La mobilité n'a de sens que si elle est productive», renchérit Ferdinand Richard (lire l'entretien page 18). «Aujourd'hui, la transmission de connaissances

se fait de plus en plus par compagnonnage et par expérimentation. C'est une conséquence du métissage global, et personne ne s'en plaindra, car c'est bien ainsi que naissent (et que sont nés au siècle passé) les nouvelles esthétiques. Ces expérimentations se nourrissent d'éléments non tangibles, de frottements humains impossibles à dépeindre. Aucune opération de réelle transmission de connaissance ne peut se résumer à un échange de fichiers sur Internet». La mobilité comme étape nécessaire dans le développement professionnel des artistes méditerranéens, permettant l'accès à ces formations non-formelles, à l'échange de savoir-faire, au développement critique, doit être valorisée comme outil de développement des carrières.

BOÎTES À IDÉES **L'ENGAGEMENT DE LA FONDATION EUROPÉENNE DE LA CULTURE**

Pour l'année 2008, la Fondation Européenne de la Culture envisage de lancer, à titre pilote, un programme de placement 'Nord-Sud' permettant à des professionnels européens de la culture de se rendre pour des séjours de travail de 2 à 4 semaines chez leurs homologues d'Afrique du Nord, Moyen-Orient et Turquie. Objectif : permettre aux opérateurs européens de mieux comprendre la réalité quotidienne du travail culturel dans les pays du Sud de la Méditerranée; favoriser de véritables relations de coopération.

www.eurocult.org

Faciliter la circulation des artistes

Le rôle de la culture doit être valorisé

Avec les accords dits de Schengen, plusieurs pays européens ont mis en place une politique commune de visas, dont le caractère restrictif a été exacerbé par les mesures qu'ils ont prises à la suite des attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington. Résultat : l'Euro-Méditerranée se retrouve plus que jamais cloisonnée. Refus de délivrance pour motif sécuritaire ou délais trop longs, coûts trop élevés, durées de validité trop courtes, sont autant d'obstacles à la circulation des voisins du Sud de l'Europe. S'il est clair que les politiques de visas relèvent de politiques lourdes sur lesquelles il sera difficile d'agir, nous devons nous interroger sur les espaces aménageables permettant de favoriser la mobilité de certaines catégories de personnes, comme celle des acteurs culturels. Une des solutions avancée depuis quelques années par le secteur culturel, pour faciliter les procédures de visas est la mise en place d'un passeport culturel labellisant les artistes et/ou les événements pour lesquels la circulation des professionnels serait favorisée. Cela pose une question que souligne Giovanna Tanzarella, déléguée générale de la Fondation Seydoux : « Comment mettre en place un outil spécifique au secteur culturel sans réclamer des privilèges pour ce secteur et sans concurrencer les autres secteurs de la société civile ? ». De plus ce concept de passeport culturel se heurte à un obstacle structurel majeur : qui est artiste ou acteur culturel dans un contexte où il y a un réel déficit de structuration professionnelle du secteur (lire l'article page 23) ? Il est en effet très improbable que les États membres acceptent d'accorder des facilités de visas en délivrant des labels d'artistes : en effet comment définir un « artiste » ? « Les États membres accepteront difficilement la discrimination formelle à l'égard des artistes, ce qui représenterait pour eux la porte ouverte à tous les abus », argumente Anne-Marie Soerensen du Secréariat du Conseil de l'Europe. « Le gros problème est le manque de chiffres et de données quantitatives, cela affaiblit considérablement l'argumentaire, et laisse la place à la spéculation sur le risque sécuritaire »,

renchérit Cristina Farinha, chercheuse en sociologie. En effet, nous manquons de données à deux niveaux : premièrement, il n'existe à ce jour aucune étude chiffrée faisant état des problèmes de visas dans le secteur culturel ou plus généralement dans la société civile permettant d'analyser l'importance du problème dans l'Euro-Méditerranée. Deuxièmement nous manquons d'une analyse de terrain permettant de définir les catégories professionnelles du secteur culturel en Méditerranée-Sud qui poserait un cadre d'application de mesures spécifiques comme celles qui facilitent la délivrance de visas pour certaines catégories professionnelles, comme les hommes d'affaires, ou certains événements, type Jeux Olympiques. « Dans la politique de voisinage, les échanges entre les acteurs de la société civile sont reconnus comme un élément important dans l'atteinte des objectifs stratégiques de coopération que l'UE s'est fixée dans la zone. Néanmoins, dans la question globale du dialogue des sociétés, le rôle spécifique de la culture est difficile à distinguer et à valoriser », témoigne Leïla Badis, chargée de mission au Relais Culture Europe. Dans une démarche de plaidoyer politique, il est fondamental de mettre en avant ce lien entre la question de la mobilité des artistes et la question des échanges entre les sociétés civiles et dans cette logique de travailler étroitement avec les autres acteurs de la société civile, tels les réseaux des droits de l'homme ou de la jeunesse.

BOÎTES À IDÉES **QUI SONT LES ARTISTES SUD-MÉDITERRANÉENS?**

Face au manque de données quantitatives et qualitatives concernant la mobilité dans le secteur culturel, le Fonds Roberto Cimetta a identifié une série de recherches à mettre en place. La première concerne l'étude de « profils » dans le secteur culturel, visant à définir les typologies de bénéficiaires et les moyens de leur identification, dans la perspective de la mise en place de dispositifs spécifiques favorisant leur mobilité. La recherche analysera :

- les contextes juridiques qui régissent le secteur artistique ;
- les actions d'encouragement mises en place par les politiques culturelles ;
- la place accordée aux artistes dans les sociétés civiles ;
- le rôle de la mobilité dans le processus de reconnaissance nationale et internationale

La mobilité des œuvres et la dépendance Nord-Sud

Il est impératif de poser les bases d'un réseau de diffusion structuré au Sud

« La mobilité des œuvres artistiques ? Elle ne se fait pas toute seule ! Il faut d'abord que l'artiste et le diffuseur se rencontrent », résume Fabien Jannelle qui, en France, dirige l'Office National de Diffusion Artistique. En effet, pour qu'il y ait une vraie mobilité des œuvres de spectacle vivant ou d'art visuel en Méditerranée, trois éléments doivent être réunis : les moyens de production, les endroits de visibilité, et un réseau de diffusion. Le rôle des producteurs est donc crucial. Mais très souvent, en Méditerranée, soit les producteurs sont étrangers, soit les moyens de production sont basés sur des financements étrangers : que ce soient les services diplomatiques européens

ou les festivals européens. « À cela s'ajoute un manque d'habitude de programmation, les directeurs de lieux et de festivals de nos pays n'ont pas pour habitude de prospecter et de programmer de nouveaux artistes qu'ils soient locaux, nationaux ou internationaux. Quant à la diffusion de spectacles étrangers qu'on peut y voir, elle relève généralement du choix des services culturels des Ambassades étrangères », confirme Tarek Abou El Fetouh, directeur du Young Arab Theater Fund (YATF). Un problème structurel fondamental émerge, donc : c'est le Nord qui possède les clés de la diffusion... au Sud. « Cela renforce encore plus la sensation dans la région que c'est l'Occident qui définit les tendances de l'art contemporain », s'inquiète Fatin Farhat, directrice artistique en Palestine : il y a une grande nécessité à développer au Sud une masse critique sur la création artistique permettant de se « réapproprier » le discours sur l'art contemporain arabe. Il s'agit aussi de faciliter l'accessibilité de l'art aux publics locaux, non seulement en montrant des œuvres mais aussi en mettant en place des outils de médiation avec les publics permettant de développer la curiosité et le goût de la création artistique. Esra Aysun, du DOT Theater à Istanbul, déplore en effet « le décalage entre des artistes locaux reconnus internationalement et la difficulté leur faire rencontrer à leur public localement ». Les artistes se trouvent ainsi face à un dilemme insoluble : se positionner dans le champ expérimental de l'art contemporain pour plaire aux Européens ou se faire « apprécier » par leurs publics locaux au prix de renoncer à leur vocation professionnelle ? Il est donc impératif de poser les bases d'un réseau de diffusion structuré au Sud, car seule la rencontre entre les artistes contemporains et le public pourra éviter, d'une part la fuite des talents vers l'étranger et, d'autre part, l'aggravation du sous-développement culturel de la région Sud. Bien évidemment, un tel réseau ne pourra être créé sans s'atteler aux questions de formation notamment en programmation et en production et aux questions de recherche de financements et de politiques des publics.

Communautés immigrées: et si on modernisait les regards?

BOÎTES À IDÉES **MEETING POINTS: NEUF VILLES, UN FESTIVAL**

Depuis 2002, le Young Arab Theater Fund organise Meeting Points, un festival d'art contemporain, international et pluridisciplinaire, qui se déroule tous les deux ans dans plusieurs villes du monde arabe. L'objectif du festival est de stimuler la création artistique, et surtout la circulation des artistes et de leurs œuvres dans la région. La prochaine édition aura lieu en novembre 2007, et elle inclura également deux villes européennes: Berlin et Bruxelles. « Meeting Points 5 » présentera une trentaine de productions artistiques du théâtre à la danse, de la musique aux arts visuels, du cinéma aux performances pluridisciplinaires. Seront aussi programmés des artistes internationaux peu visibles dans la région.

BOÎTES À IDÉES **«REGARDS CROISÉS», OU DU RÔLE SOCIAL DES ARTISTES**

Analyser les regards que portent des communautés isolées, originaires du sud de la Méditerranée, sur leur propre culture ; proposer de nouveaux modes de médiation culturelle auprès des publics isolés. Voici les objectifs que s'est fixés le Fonds Roberto Cimetta pour « Regards croisés », un ambitieux projet de résidences d'artistes contemporains arabes auprès de publics issus de communautés immigrées en Europe. Il permettra de montrer la place déterminante de la création artistique contemporaine dans le dialogue intra-communautaire. Aussi, il permettra aux artistes de jouer un véritable rôle social auprès des populations exclues, notamment dans la modernisation des regards qu'elles portent sur leur propre culture.

De la crise des banlieues en France à l'implication dans des actes terroristes de jeunes issus de l'immigration en Grande Bretagne, les événements qui justifient d'un renouveau de l'intérêt pour les politiques d'intégration sont légion. Mais il serait illusoire de vouloir appréhender ce phénomène uniquement du point de vue strictement politique voire sécuritaire. La question du dialogue interculturel au sein des communautés issues de l'immigration devient donc fondamentale, tout comme celle du dialogue entre la communauté du pays d'origine et la communauté immigrée. En effet, les communautés arabes immigrées en Europe ont souvent une image figée de leur propre culture, et sont relativement mal informées de l'actualité artistique de leur pays d'origine. « L'image que portent très souvent les Tunisiens installés à l'étranger concernant notre pays et tout son environnement culturel, social, urbain est très souvent une image révolue et résolument traditionnelle », témoigne Radhouane El Meddeb, chorégraphe et metteur en scène. « Que ce soit à Paris, Rotterdam, Berlin ou encore Barcelone, le public tunisien ou arabe s'est souvent révélé choqué et déçu par nos performances. D'une part, il ne s'est pas retrouvé pas dans la forme expérimentale et le discours critique des pièces présentées, qu'il a trouvé... trop modernes pour être arabes ! D'autre part, il a souvent été choqué de nous voir, nous, jeunes comédiens tunisiens, ouverts et aux looks branchés – les mêmes qu'eux au final ! Sauf que nous nous étions censés vivre au bled et donc ne pas avoir ces allures modernes ! ». Dans un tel contexte et pour permettre à ces communautés de répondre à leurs questionnements identitaires, il y a une réelle nécessité à mettre en jeu le rapport des communautés immigrées avec la culture contemporaine dont, tout particulièrement, celle de leur pays d'origine. L'enjeu ? Celui d'une prise de conscience des réalités de la société arabe contemporaine et d'une acceptation de celle-ci.

Le soleil se lève à Dubaï

Il y a aussi des pays du monde arabo-musulman où les conditions de création sont moins faciles : le Yémen, Oman, l'Irak mais aussi l'Iran

En mars 2007 s'ouvrait, à Dubaï, la Première Gulf Art Fair. C'est l'un des signes que cet émirat, placé au cœur du Golfe Persique, souhaite affirmer de plus en plus sa place dans le monde artistique du Moyen-Orient. Qui plus est, le nombre d'artistes de la région attirés par l'effervescence de ce territoire appartenant aux Émirats Arabes Unis (EAU) ne cesse de croître. C'est que le contexte économique et politique y est indubitablement plus propice qu'au Proche-Orient. A titre d'exemple, si en 2006 le PIB par habitant au Liban dépassait à peine les 5000 dollars, aux EAU, celui-ci frôlait les 50000, soit le décuple... « Mais le grand dynamisme de la scène culturelle des EAU n'a pas encore débouché sur l'émergence d'une communauté artistique porteuse », tempère Zeina Arida, directrice de la Fondation Arabe pour l'Image, « on est dans une situation où le politique devance l'artistique : le tissu professionnel est encore faible, mais il y a une forte volonté des EAU de développer une identité culturelle forte : le politique y est très proactif et soutient financièrement la tenue de nombreuses manifestations, celles-ci étant pour la plupart encore organisées par et avec des équipes et artistes étrangers ». Dans une perspective de développement d'actions artistiques et de programmes de soutien à la mobilité à l'attention des artistes du monde arabe, il semble en tout cas incohérent de ne pas prendre en compte cette région active des pays du Golfe. « Avec une nuance importante : le Fonds a toujours placé le soutien aux artistes en difficulté au cœur de sa mission », rappelle Velia Papa, directrice de Inteatro à Polverigi (Italie) et cofondatrice du FRC, « peut-être devrions-nous porter une attention particulière aux pays du monde arabo-musulman où les conditions de création sont moins faciles : le Yémen, Oman, l'Irak mais aussi l'Iran où il existe des artistes majeurs notamment en cinéma et en théâtre ». Il est essentiel de penser l'ouverture géographique et ne pas circonscrire la région au bassin méditerranéen, il s'agit de rester ouvert à de

nouveaux types d'échanges et à de nouvelles circulations d'artistes. « C'est aussi ouvrir la Méditerranée et considérer que ce qui se passe artistiquement dans cette région concerne tout le monde, et pas seulement ses riverains », conclut Catarina Saraiva, directrice de production à Alkantara à Lisbonne.

BOÎTES À IDÉES «**BIDOUN**», QUAND LES DIASPORAS S'EN MÊLENT

Penser l'ouverture géographique, c'est aussi penser une articulation avec les diasporas qui sont souvent très motrices, en témoigne le rôle-clé que joue la revue trimestrielle « Bidoun » éditée à New-York et portée par une équipe de rédacteurs disséminées aux US, en Europe et dans le monde arabe. Avec ses 10000 exemplaires vendus, « Bidoun » est le magazine de pensée sur l'art contemporain du Moyen-Orient qui se fait l'écho de l'actualité de la région et qui apporte un regard critique essentiel sur la création d'aujourd'hui.

www.bidoun.com